

FA. *فيا*

Feux croisés sur l'Etat-nation

LA FRANCE n'a pas seulement inventé l'Etat-nation. Produit de l'opiniâtreté séculaire d'une dynastie dont le relais a été pris par ceux-là mêmes qui l'avaient renversée, elle en est la quintessence. Il n'était certes pas fatal que cette nation, « la plus hétérogène qui soit », selon Paul Valéry, ratifie les annexions opérées par ses maîtres

à coups de conquêtes, de mariages, voire d'achats. Que Lorrains et Bretons, Provençaux et Ch'timis, Alsaciens, Auvergnats et Gascons, pour ne pas parler d'innombrables immigrants de toutes couleurs éprouvent à ce point le sentiment d'une appartenance commune. Mais la langue, l'Histoire, la foi en la liberté, l'abon-

dance des trésors culturels, la beauté des paysages ont concouru à fonder une identité d'autant plus forte qu'on en peut faire remonter la naissance à Jeanne d'Arc, voire à la bataille de Bouvines. A d'autres les rêves de reconstitution de l'Empire romain : sauf au temps de Napoléon, le charbonnier français a toujours préféré

être maître chez soi. Que cette identité mérite d'être préservée, qui peut sérieusement le contester ? L'effondrement de l'URSS ayant consacré l'échec du rêve internationaliste, il faut bien admettre, si politiquement incorrect que puisse sonner le mot aux oreilles de certains, que l'on n'a toujours pas trouvé de véritable substitut au patriotisme. « Le remède, il n'y en a qu'un », a écrit une fois pour toutes Simone Weil dans son admirable *Enracinement*, « donner aux Français quelque chose à aimer. Et leur donner d'abord à aimer la France. Concevoir la réalité correspondant au nom de France de telle manière que, dans sa vérité, elle puisse être aimée avec toute l'âme ».

Malgré les efforts méritoires du président de la République pour convaincre jeunes et moins jeunes que tout, à bien y réfléchir, est « formidable », nous n'en sommes pas là. Comme la plupart des Etats-nations d'Europe, Russie comprise, notre pays est pris sous les feux croisés de la mondialisation, de l'Europe, de la régionalisation, qui ajoutent aux angoisses provoquées par le chômage, l'aggravation des fractures sociales, la crise générale du système de valeurs.

André Fontaine

Lire la suite page 14

Michel Poniatowski MÉMOIRES



LES MÉMOIRES DE PONIATOWSKI

premier tome

Les secrets
de la IV^e
République

PLON / LE ROCHER

Feux croisés sur l'Etat-nation

Suite de la première page

Même si elle sert d'abord les desseins de l'imperium américain, la mondialisation résulte moins d'une volonté politique, encore moins d'un complot, que de la pulvérisation des distances par la révolution technique contemporaine. A partir du moment où survoler la France, l'Allemagne ou la Pologne prend une demi-heure, il faut disposer d'un très vaste espace – ou d'armes nucléaires – pour pouvoir parler sans rire de défense nationale. C'est l'une des raisons pour lesquelles les ex-satellites de l'URSS aspirent tellement à se joindre à l'OTAN : depuis la dissolution du pacte de Varsovie, et avec lui de son système de radar centralisé, leurs armées, de toute façon squelettiques et équipées de bric et de broc, n'ont aucun moyen de surveiller leur propre ciel.

Ce n'est pas moins vrai sur le plan de la communication : satellites de TV, fax, téléphones portables et Internet décloisonnent chaque jour un peu plus la planète. Même un Staline n'arriverait pas à rétablir le rideau de fer. Il en va de même dans le domaine économique et social : la Corée du Sud subit maintenant les effets de la délocalisation dont elle a si longtemps profité. « *Maîtriser la mondialisation* », comme l'a réclamé

Jacques Chirac, n'est donc pas à la portée du premier venu. Pour réguler un marché qui, pour l'essentiel, est devenu planétaire, les règlements, nationaux comme internationaux, sont d'un effet limité. Les milliards de dollars dépensés pour lutter contre la drogue n'empêchent pas cartels et mafias de se développer à qui mieux mieux, et Georges Soros, qui a bâti une énorme fortune sur la spéculation, est le premier aujourd'hui à dénoncer la sauvagerie du libre-échange intégral.

LE DERNIER CAMP RETRANCHÉ ?

Il en va de l'Europe comme de tout : on peut en faire le meilleur usage, et le pire. Le pire, qui la rendrait imbuvable, serait qu'elle se réduise à une bureaucratie anonyme, tiédasse et chipoteuse. Autrement dit, qu'elle transpose à l'échelle des Quinze l'excès de conservatisme et de centralisme dont souffre au premier chef la France. Le meilleur, qu'elle établisse, de ce côté de l'Atlantique, un pôle de puissance de taille à équilibrer la croissante tendance des Etats-Unis à imposer partout leur volonté, y compris lorsqu'il s'agit de laisser s'entretuer les frères ennemis de l'Afrique des Grands Lacs. L'euro, auquel les Français sont beaucoup plus favorables que les Allemands, inquiets à l'idée de renoncer à leur cher, oh ! combien, deutschemark, n'est-il pas encore le meilleur moyen d'y parvenir ? Car pour le reste, qu'il s'agisse de la politique étrangère et de sécurité commune, la fameuse « PESC » (politique ex-

térieure et de sécurité commune), de « l'identité européenne de défense » chère à notre président, *a fortiori* de la politique sociale commune réclamée avec constance par Paris, il est clair qu'elles ne sont pas près de voir le jour.

De tous les courants à l'assaut de l'Etat-nation, il se pourrait que celui de la régionalisation fût le plus fort, quand ce ne serait que parce que nous sommes entourés sur le continent de pays déjà fédéraux (Belgique, Allemagne, Suisse), ou en passe de le devenir en droit (Italie), ou en fait (Espagne). Londres tient, certes, actuellement sur ledit Etat-nation le même langage conservateur que Paris, mais le travailliste Tony Blair, grand favori des sondages, envisage ouvertement la « dévolution » de pouvoirs législatifs à l'Ecosse, voire au pays de Galles, et la constitution d'assemblées régionales.

La Catalogne du président Pujol, qui produit le quart des exportations espagnoles, n'a accepté d'apporter au gouvernement conservateur de Madrid les voix indispensables à son investiture qu'en échange d'une majoration considérable de sa part du gâteau budgétaire. Toulouse fait plus d'affaires avec Barcelone qu'avec le reste de la France, et Rhône-Alpes, quelque artificielle que puisse paraître la liste de ses départements, développe ses liens avec la Lombardie, la Bavière et même la Suisse, se posant nettement à l'occasion en rivale de Paris.

Le Front national, pour qui les

élections régionales, grâce à la proportionnelle, sont pain bénit, et qui a pour ambition prioritaire de mettre la main sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'insiste guère sur cet aspect de la remise en cause de l'Etat-nation. Maurras n'imaginait-il pas d'ailleurs le roi de ses rêves en « fédérateur des Républiques françaises » ? Il se retrouve en revanche paradoxalement d'accord avec Philippe de Villiers, Charles Pasqua, Jean-Pierre Chevènement et Robert Hue pour récuser à la fois la globalisation et l'Europe de Maastricht. Comme si la principale justification de celle-ci n'était précisément pas de réduire au maximum les effets négatifs de celle-là.

Où la France, dont un habitant sur quatre vit de l'exportation, et qui est le premier pays du monde pour le tourisme, trouverait-elle les moyens de devenir le dernier camp retranché de l'autarcie ? Personne, et pour cause, ne nous le dit. Partout sur la planète, de l'Asean d'Asie au Mercosur d'Amérique australe, les voisins se regroupent pour essayer de faire face ensemble aux défis du prochain siècle : comment parvenir à rester dans la course, et donc à préserver notre identité, sinon en faisant comme eux ? Le risque serait grand de voir notre bon vieux Etat-nation se défaire par le haut et par le bas, jusqu'à ne plus être qu'un musée. Le plus beau de la terre peut-être, mais empli de trop de nostalgie pour ne pas mener au découragement et au déclin.

André Fontaine